

## Le discours de Macron sur l'Afrique irrite les patrons



Par **Pascal Airault**  
28 février 2023 à 17:44

Le chef de l'Etat a appelé lundi les entreprises françaises à se réveiller face à la concurrence sur le continent.



Le président Emmanuel Macron à l'Elysée lors de son discours sur la politique africaine de la France, 27 février 2023.  
Sipa Press

**Les faits** - Lors de son discours lundi soir à l'Elysée avant son voyage en Afrique centrale, Emmanuel Macron a reproché aux entreprises françaises de négliger le continent. Des propos qui passent difficilement au sein du Medef et du Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian) qui suggèrent au chef de l'Etat de rouvrir le dialogue avec le secteur privé.

---

Un Président ne devrait pas dire ça. C'est en substance la réponse des patrons à la séquence de French bashing entonnée lundi soir... par Emmanuel Macron. De quoi réjouir les compétiteurs de la France alors que le chef de l'Etat a reproché aux groupes tricolores d'envoyer des N-10 dans les réunions avec les chefs d'Etat africains. « Nous avons encore trop de nos entreprises qui ne produisent pas des travaux de meilleure qualité par ce que c'est

l'Afrique, a-t-il poursuivi, dénonçant un manque de respect. Ça ne marchera plus. Je ne défendrai plus celles qui ne sont pas prêtes à se battre. »

**A lire aussi: [Emmanuel Macron en Afrique centrale, un voyage à risque en terre «infréquentable»](#)**

Dans son for intérieur, le chef de l'Etat considère que les sociétés tricolores, vivant encore dans un système de rentes, ne sont pas au rendez-vous de l'offre en termes d'efficacité, de délais et de prix. Plusieurs chefs d'entreprise considèrent que cette grille de lecture appartient au passé. « C'est maladroit, confie l'un d'eux. Il nous replonge dans la Françafrique alors que nos sociétés prennent des risques sur le continent et s'y cassent parfois les dents. »

Au Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian), on s'étonne que le chef de l'Etat parle encore de rentes. « On n'envoie pas non plus des seconds couteaux dans les réunions et nos produits sont de qualité, rétorque [Etienne Giros, son président](#). Nos sociétés ne sont pas parfaites mais ont bien compris les évolutions du marché africain et la compétition. Elles investissent dans la durée, confient les directions locales aux Africains, se plient aux règles de conformité et favorisent l'emploi et les actions sociales. »

**Signaux négatifs.** La France était le deuxième investisseur en Afrique en termes de stock en 2020. Ce dernier s'élevait alors à 60 milliards de dollars, derrière le Royaume-Uni (65 milliards) mais devant les Pays-Bas, les Etats-Unis et la Chine. Selon Etienne Giros, la zone francophone conserve plusieurs atouts : partage de la langue, une monnaie arrimée à l'euro, un droit commun des affaires, l'Ohada. Du discours du chef de l'Etat, il préfère retenir la volonté de défendre les intérêts hexagonaux au sein de ces régions et appelle à renforcer le dialogue entre Etat et secteur privé. Il souhaite enfin que l'aide publique aille davantage aux entreprises françaises.

Au Medef, on regrette aussi que le dirigeant français envoie des signaux négatifs alors qu'il devrait être le premier VRP des entreprises nationales. [Fabrice Le Saché, vice-président de la représentation patronale](#), propose au chef de l'Etat une refonte du Conseil supérieur de l'export avec la création d'une section dédiée à l'Afrique qui se réunirait tous les mois sous l'égide de Bercy et du Commerce extérieur. Il plaide pour mieux coordonner les actions public/privé, mieux identifier les opportunités de marché et les outils de soutien à l'entrepreneuriat.

Il suggère enfin de [renforcer l'Alliance des patronats francophones](#) lancée en 2021 par le Medef et de créer une vingtaine de fonds d'investissement thématiques afin de drainer vingt milliards d'euros de financements nouveaux pour l'Afrique. « Notre image serait bien différente si des fonds d'investissement étaient mis en avant lorsque le chef de l'Etat se déplace sur le continent », justifie-t-il.

Emmanuel Macron saura-t-il entendre ces appels ? Rien n'est moins sûr. Après six ans de pouvoir, celui qui disait vouloir s'émanciper de la technocratie reste pris au piège des corporatismes. Il tape sur les entreprises privées mais n'a pas osé aller très loin dans [la réforme du dispositif militaire français](#) ou de l'aide publique au développement.